Brevets—Loi

Je citerai tout d'abord un article de fond du *Sun* de Vancouver, qui s'intitule «*Patently wrong*»:

C'est avec une ténacité peu commune que le gouvernement Mulroney s'entête à vouloir faire adopter son projet de loi inopportun sur les médicaments d'ordonnance et à l'imposer aux consommateurs canadiens, en dépit d'une opposition quasi unanime.

Bien que M. Harvie Andre, le ministre de la Consommation et des Corporations, se soit désormais rendu à l'évidence—à savoir qu'en accordant aux multinationales un monopole de 10 ans sur la vente de nouveaux médicaments, on accroîtra certainement les coûts des consommateurs—le gouvernement s'en tient obstinément à son programme.

Les conservateurs sont fascinés par une promesse que leur ont faite, sans offrir aucune garantie, les fabricants de médicaments de marque, à savoir qu'en échange de la protection accrue de leurs brevets, ils investiront 1,4 milliard de dollars pour la mise au point de nouveaux produits pharmaceutiques au Canada au cours des 10 prochaines années et créeront 3 000 emplois.

Le gouvernement refuse de tenir compte de l'autre terme de l'équation, soit la perte d'emplois innombrables dans l'industrie qui fabrique les équivalents génériques de médicaments de marque et occasionne ainsi des économies substantielles aux Canadiens en matière de frais d'ordonnances et de coûts d'assurance-santé.

D'après une étude faite l'an dernier par l'économiste torontois Harry Eastman, qui bénéficie suffisamment de la confiance du gouvernement pour être nommé président du conseil d'examen du prix des médicaments que les conservateurs veulent créer, la production de substituts génériques a occasionné aux consommateurs canadiens des économies de 211 millions de dollars pour la seule année 1983. Multipliez ce chiffre par 10 et le total, en dollars de 1983...

• (1630)

Ce total s'élève à 2,1 milliards de dollars. C'est 2,1 milliards de dollars que les Canadiens et les Canadiennes pourraient dépenser dans leurs collectivités d'un bout à l'autre du pays.

Je crois qu'il importe de préciser que si jamais les modifications à la Loi sur les brevets créent des emplois dans le secteur de la recherche et du développement, ce sera presque exclusivement dans le centre du Canada. Ces emplois seront créés à Toronto et à Montréal. Si cela est merveilleux pour ces deux villes, le fait demeure que cette mesure législative n'offre que très peu d'avantages pour les régions du Canada.

L'article du *Sun* de Vancouver se poursuit:

Les partis d'opposition et les organismes préoccupés par le projet de loi sur les médicaments doivent continuer d'exercer des pressions jusqu'à ce que les conservateurs cèdent.

Dans un article du *Sun* de Toronto, on lit:

Le ministre de la Santé, Murray Elston, déclarait hier que les modifications proposées à la loi fédérale sur les brevets pourraient forcer les contribuables de l'Ontario à consacrer 35 millions de dollars de plus par année à l'achat des médicaments.

L'article se poursuit:

Le ministre affirmait: «Les modifications auront de graves conséquences sur le prix des médicaments.»

Il déclarait que cela ajouterait au moins 35 millions de dollars au milliard que les Ontariens paient déjà pour leurs médicaments.

Par l'intermédiaire de son programme d'assurance-médicaments pour les personnes âgées et les bénéficiaires d'une aide spéciale, le gouvernement de l'Ontario paie quelque 400 millions de dollars de ce milliard.

J'ajouterai que même si les programmes gouvernementaux absorberont la majeure partie de la hausse du prix des médicaments, l'argent sera quand même tiré des poches des contribuables de la province ou du Canada. Encore là, c'est la population du Canada qui débourse les fonds additionnels. Reprenons l'article:

L'autre portion de 600 millions de dollars provient des consommateurs qui paient eux-mêmes leurs médicaments et des régimes d'assurance privés (...)

Un porte-parole du ministère de la Santé déclarait que le chiffre de 35 millions de dollars représente «une évaluation prudente.»

Le gouvernement du territoire du Yukon a adopté une résolution qui se lit comme il suit:

Attendu qu'il est essentiel pour la santé et le bien-être de tous les citoyens du Yukon qu'ils puissent se procurer des médicaments d'ordonnance qui soient sûrs et d'un prix abordable;

Attendu que le paragraphe 41(4) de la Loi de 1969 sur les brevets permet aux détenteurs de licences canadiennes de fabriquer à bas prix et de commercialiser au Canada des équivalents génériques de médicaments brevetés;

Attendu que ces équivalents génériques permettent aux Canadiens d'économiser environ 200 millions de dollars par année;

Attendu que ces équivalents génériques ont permis de réduire au Yukon le coût de l'hospitalisation, de l'assurance-médicaments et des médicaments d'ordonnance;

Attendu que les changements proposés à la loi entraîneront une hausse de frais pour les programmes de santé et d'hospitalisation financés à même les fonds publics ainsi qu'une hausse du prix des médicaments d'ordonnance pour les particuliers du Yukon, sans pourtant leur apporter le moindre avantage; et

Attendu que le gouvernement fédéral, subissant les pressions constantes des multinationales pharmaceutiques et du gouvernement américain, a présenté un projet de loi tendant à modifier la Loi sur les brevets;

En conséquence, il est résolu: Que la Chambre exorte le gouvernement fédéral à renoncer à son projet d'amender la Loi sur les brevets qui entraînerait une hausse de prix pour tous les citoyens du Yukon.

Il y a lieu de signaler que tous les députés conservateurs de l'Assemblée législative se sont prononcés contre cette motion. Les néo-démocrates et un libéral l'ont appuyée.

J'en viens maintenant à la Nouvelle-Écosse. Le ministre de la consommation, M. Laird Stirling, a déclaré:

Le gouvernement fédéral devrait renoncer à son projet de modifier la Loi sur les brevets, car les inconvénients l'emportent sur les avantages...

«Même les 30 millions de dollars de nouvel argent qu'il a promis de consacrer à la recherche (dans les provinces de l'Atlantique) ne seraient que des miettes...»

«Pourquoi devrions-nous être les cobayes de ce programme?»

Si ma mémoire est fidèle, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse est encore un gouvernement conservateur.

J'en viens maintenant à un article du *Toronto Star*. On y cite Joyce King membre de l'organisme *The United Senior Citizens of Ontario*:

«Il y a des personnes âgées qui viennent me voir pour me dire qu'elles ne veulent pas vivre dans le 51^e État» dit-elle. «Elles ont peur, elles pensent qu'on ne fait aucun cas d'elles.»

Le président suppléant (M. Paproski): Je regrette de devoir informer le député que son temps de parole est expiré. Je vais lui donner une autre minute pour terminer.

M. Riis: Monsieur le Président, le temps a passé vraiment trop vite. Laissez-moi résumer.

J'ai encore un douzaine de remarques que j'ai trouvées dans les journaux de ce matin et venant de différentes personnes: scientifiques, associations de consommateurs, éditorialistes comme Don McGillivray de *Southam News* qui disait que le gouvernement courait au suicide avec cette mesure législative qui va coûter des millions de dollars supplémentaires en frais de médicaments aux Canadiens, notamment les personnes âgées, les malades et les handicapés. Nous estimons que c'est une mesure immorale à laquelle on doit s'opposer à tout prix.